

20 000 Casques bleus sont stationnés en RDC dans le cadre de la Monusco (Mission des Nations Unies au Congo). Leur entretien coûte 1 milliard de dollars par an à la communauté internationale (trois fois plus que la Finul). Sur cette somme, la France participe pour 1,84 million de dollars en versement direct, plus sa quote-part dans les 16,8 millions de dollars versés par la Commission européenne...

Pourquoi ces « soldats de la paix » n'ont-ils rien tenté pour s'opposer à l'actuelle offensive du Rwanda dans le nord Kivu ? La réponse est simple : le Rwanda a reçu le feu vert des Etats-Unis dans sa politique visant à faire du Kivu un protectorat.

Depuis 1996 le Rwanda occupe les deux Kivu et pille leurs richesses. En 2007, poussé par son opposition, le président Kabila sembla vouloir reprendre le contrôle de la région, ce qui provoqua la guerre. Au mois de décembre 2007, les FARDC (*Forces armées de la République démocratique du Congo*), furent défaites par les combattants du CNDP (*Congrès national pour la défense du peuple*) de Laurent Nkunda, un ancien officier de l'armée de Paul Kagamé. Aux termes d'un accord de paix signé le 23 mars 2009, la milice du CNDP intégra l'armée nationale, les FARDC.

Au mois de mars 2012, quand il fut question de déployer les hommes du CNDP ailleurs qu'au Kivu, ces derniers se mutinèrent et créèrent un mouvement nommé M23 en référence aux accords du 23 mars 2009 qu'ils accusaient Kinshasa de violer. Leur chef était le « général » Bosco Ntaganda que la *Cour pénale internationale (CPI)* considère comme un criminel de guerre pour des massacres commis entre 1998 et 2003. Ce Tutsi congolais ancien de l'armée rwandaise fut ensuite rejoint par un autre Tutsi congolais, le colonel Sultani Makenga.

Avec près de 5000 hommes bien entraînés et très largement aidés par le Rwanda, le M23 a surclassé les FARDC sous le regard aussi passif qu'impuissant des Casques bleus de la Monusco.

Le fond du problème est que Washington et Kigali ont des intérêts régionaux communs au Kivu :

- Pour les Etats-Unis, la RDC n'existe plus. Or, dans l'est du pays, se trouvent ces minerais rares, dont le coltan, tant recherchés par la Chine et les autres puissances asiatiques pour la fabrication des puces électroniques. Or encore, ces mines sont sous contrôle rwandais, pays qui doit tout aux Etats-Unis et que ces derniers ont réussi à faire nommer comme membre non permanent du Conseil de sécurité de l'Onu alors que les rapports successifs rendus par cette même organisation dénoncent tous le rôle dans la déstabilisation de la région...

En réalité, les Etats-Unis et les compagnies pétrolières occidentales ont intérêt à ce que la RDC soit incapable de reprendre le contrôle de ses provinces orientales car si l'autorité de Kinshasa y était rétablie, les acheteurs ne seraient plus rwando-américains, mais chinois. Voilà pourquoi ils permettent au Rwanda de mener sa guerre conquête à travers le M23.

- Le Rwanda est quant à lui face à une obligation géopolitique vitale qui est que sa prospérité est largement bâtie sur le pillage des richesses du Kivu. Selon l'ONU, le pays constituerait même la plaque tournante du commerce illicite des pierres précieuses congolaises qui se fait à travers des sociétés écran et des coopératives minières qui accordent le label « Rwanda » aux productions congolaises. En plus du coltan et de l'or, le pétrole de la région de Rutshuru, prolongement de celui du bassin du lac Albert, fait que le Rwanda ne peut pas se retirer d'une région dont le sous-sol pourrait abriter des réserves pouvant atteindre plusieurs milliards de barils. Quant à sa suicidaire surpopulation elle doit, sous peine d'apocalypse, se déverser dans un Kivu sous-peuplé.

Voilà pourquoi, au Kivu, Kigali s'emploie donc à créer une situation de non-retour débouchant sur une sorte d'autonomie régionale sous son contrôle.

Existe-t-il une politique alternative au fait que les Etats-Unis ont décidé d'ancrer leur présence régionale sur le Rwanda ? Non, car la RDC est un immense ventre mou, une façon d'Etat dont l'artificielle unité a volé en éclats avec le renversement du régime Mobutu que la France, une fois encore au nom des « droits de l'homme », a laissé se produire après avoir été littéralement désarmée moralement par l'insidieuse campagne rwando-américaine qui la dénonçait comme complice des génocidaires rwandais.

A travers la guerre du Kivu nous mesurons aujourd'hui les conséquences de la politique anti française menée depuis les années 1990 par nos « alliés » et « amis » américains et leur partenaire rwandais avec la complicité de bien des journalistes et ONG français.